
le

Leader Humanitaire

Localiser la décolonisation : la théorie
critique latino-américaine et caribéenne

MARA TISSERA LUNA



LE LEADER HUMANITAIRE

Localiser la décolonisation : la théorie critique latino-américaine et caribéenne

PUBLICATION 052

FÉVRIER 2025

Informations sur l'auteur

Mara Tissera Luna

Mara Tissera Luna est une chercheuse et est membre du Collaborative on Global Children's Issues de l'Université de Georgetown.

Remerciements

Je tiens à exprimer ma gratitude envers le système d'enseignement public argentin, notamment envers l'Université de Buenos Aires, où sont nées les idées que vous allez lire dans cet article.

Bureau de rédaction

The Centre For Humanitarian Leadership

Deakin University

221 Burwood Highway

Burwood 3125 VIC

Australia

Rédactrice en chef (version anglaise) : Phoebe Downing et Marian Abouzeid

Rédactrice en chef (version française) : Justine De Rouck

Éditrice de production : Cara Schultz

Traduction : Benoit Glayre and Isaline Doucot

Mise en page : Diana De León

ISSN: 2653-1011 (En ligne)

Vous trouverez ci-dessous la « Reconnaissance territoriale » faite par le Centre for Humanitarian Leadership et conservée dans sa version anglaise. La « Reconnaissance territoriale » est une manière de reconnaître, de respecter et de rendre hommage aux peuples des Premières Nations en tant que propriétaires traditionnels et gardiens permanents des territoires.

The Centre for Humanitarian Leadership acknowledges the Australian Aboriginal and Torres Strait Islander peoples of this nation. We acknowledge the traditional custodians of the lands on which we work. We pay our respects to ancestors and Elders, past and present.

Droits d'auteurs

This paper was prepared for the Centre for Humanitarian Leadership. The views expressed herein are those of the author and Ces publications ont été préparées pour le Centre for Humanitarian Leadership. Les points de vue présentés sont ceux des auteur.e.s et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Centre for Humanitarian Leadership. Ces publications sont distribuées afin de servir à la discussion et n'ont pas été examinées par des pairs.

© 2025 par Mara Tissera Luna. Tous droits réservés.

Image de couverture : Marché à La Paz, Bolivie. © Mara Tissera Luna

Résumé

Dans la région qu'on nomme pays d'Amérique latine et Caraïbes, Abya Yala ou Améfrica, les progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes de décolonisation nationaux ou locaux dans le système d'aide internationale sont questionnés. En effet, il existe un réel manque de dialogue sur ce que représente la décolonisation dans notre région, nos pays et nos communautés. S'appuyant sur les contributions de la théorie décoloniale latino-américaine et caribéenne, y compris la théorie féministe noire, la décolonialité et la géopolitique critique, cet article souhaite contribuer aux discussions critiques nécessaires à l'opérationnalisation efficace de la décolonisation. De telles analyses alternatives et innovantes peuvent offrir une analyse nuancée et historiquement informée des causes profondes engendrant les problèmes liés aux droits humains que nous traitons. Elles remettent également en cause la vision dominante qui dépeint ces problèmes comme des « crises » que l'aide humanitaire peut résoudre. Une compréhension approfondie des facteurs culturels, socio-économiques et historiques qui influencent les questions de justice sociale et de droits humains, telles que définies par les mouvements nationaux, sous-nationaux et sous-régionaux, est essentielle pour garantir la pertinence et la réactivité de nos efforts dans des contextes spécifiques.

Pertinence du leadership

Cet article explore les défis et les possibilités de l'application d'une décolonisation menée localement dans les régions des Caraïbes et d'Amérique Latine. Il souligne la nécessité d'instaurer de nouvelles connaissances qui favoriseraient un dialogue et une diversité des points de vue. Le secteur humanitaire perçoit régulièrement les problèmes liés aux droits humains comme des imprévus ou comme des événements exceptionnels, les qualifiant de « crises » et les solutions apportées reflètent cette perspective anhistorique. En revanche, les théories critiques latino-américaines et caribéennes proposent des analyses plus approfondies, qui prennent en compte le contexte. Puisque la colonialité est historiquement enracinée et qu'elle se manifeste aux niveaux individuel, organisationnel et sociétal, j'encourage vivement les lecteur.rice.s à promouvoir ces perspectives marginalisées et à favoriser le dialogue local et national sur la décolonisation de l'aide.

Décoloniser les processus de production de connaissances

Ces dernières années, plusieurs mouvements transnationaux ont vu le jour au sein de l'aide internationale¹. Des mouvements prônant la décolonisation comme voie vers un changement systémique, avec des relations plus démocratiques, plus justes et plus équitables entre les donateurs. Au niveau international, les ONGI et les organisations de la société civile nationales ou locales. Toutefois, les initiatives qui s'inscrivent dans le cadre d'efforts mondialisés et transnationaux proposant des solutions à l'échelle mondiale risquent de reproduire, par inadvertance, les modèles coloniaux qu'elles cherchent à remettre en question et à renverser. Il ne s'agit pas ici de critiquer les initiatives actuelles de décolonisation, mais plutôt de contribuer à la discussion et aux analyses nécessaires à la mise en œuvre efficace des processus de décolonisation, tout en soulignant la nécessité d'une mise en œuvre culturellement spécifique, contextualisée et localisée. Pour ce faire, il est primordial que les actions de décolonisation reposent sur une compréhension approfondie des facteurs culturels, sociaux et historiques qui influencent la justice sociale et les droits humains. Il est également essentiel que ces actions soient menées par des mouvements nationaux, sous-nationaux et sous-régionaux afin d'être adaptées à des contextes spécifiques. Cette étude souhaite contribuer aux discussions et analyses liées à l'opérationnalisation de l'agenda de décolonisation. Il plaide pour une conceptualisation et une mise en œuvre pratique de l'agenda de décolonisation qui soient adaptées à la culture, contextualisées et localisées.

Cette étude souhaite contribuer aux discussions et analyses liées à l'opérationnalisation de l'agenda de décolonisation. Il plaide pour une conceptualisation et une mise en œuvre pratique de l'agenda de décolonisation qui soient adaptées à la culture, contextualisées et localisées.

En m'appuyant sur les contributions de la théorie décoloniale des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC)², et sur le féminisme noir d'Amérique latine et des

¹ Dans cet article, j'utilise le terme « aide internationale » par souci de concision et de clarté. Tout en reconnaissant la nature problématique du terme « aide », cet article ne vise pas à fournir une analyse critique de la terminologie entourant l'aide humanitaire ou le développement international.

² Les théories critiques latino-américaines et caribéennes sont parfois appelées « pensée critique » ou « pensée critique », selon l'auteur et la publication. Dans cet article, j'utilise délibérément le terme « théorie » ou « théories » pour contester le stéréotype dominant selon lequel seuls les universitaires, les activistes et les chercheurs du Nord global peuvent produire une « théorie » sociale légitime, tandis que le reste du monde ne fait que produire des formes dévalorisées de connaissance (« pensée » ou « pensées »).

Caraïbes, la décolonialité et la géopolitique critique, je souhaite mettre en lumière les perspectives critiques venant de notre région qui peuvent contribuer à éclairer les processus de construction de l'autorité, de l'expertise et de la connaissance au sein du secteur de l'aide comme moyen de faire avancer les agendas de décolonisation localisés. Cette analyse qui met l'accent sur la dynamique du pouvoir dans la production des connaissances et la définition des programmes³, remet inévitablement en question une erreur majeure que nous trouvons dans les systèmes modernes d'aide internationale : ces systèmes sont historiquement et géographiquement neutres et sont en quelque sorte déconnectés de l'histoire coloniale, néocoloniale et impériale des pays donateurs (Peace Direct et al., 2021).

Le secteur de l'aide humanitaire perçoit trop souvent les problèmes auxquels il s'attaque comme imprévus, nouveaux ou exceptionnels, les qualifiant de « crises », de « situations » ou d'« urgence ». Les réponses à court terme proposées reflètent souvent cette perspective. Alors que les théories critiques des pays d'ALC nous permettent de développer des analyses plus complètes des problèmes actuels. Elles demandent de considérer ces événements dans le contexte de leurs causes profondes, en particulier les processus historiques et politiques à long terme qui ont contribué à leur émergence. Prenons l'exemple des politiques migratoires régionales mises en place pour remédier aux déplacements à grande échelle dans la région au cours des deux dernières décennies ; la conceptualisation des déplacements de la région en tant qu'« urgence » ou « crise humanitaire » est restrictive. Cette perspective occulte totalement la réalité selon laquelle le déplacement forcé est un processus complexe, multiforme, constant et structurel qui ne peut être résolu par des politiques ou des interventions isolées et étroitement définies. En utilisant les théories critiques des pays d'ALC, nous nous concentrons sur le développement de solutions adaptées au contexte et à l'ensemble du système. Nous nous attaquons aux « causes profondes » réelles dans chaque contexte avec comme priorités la justice sociale et le respect des droits humains pour les personnes en déplacement.

L'idée centrale de cet article est la suivante : dans notre région, la décolonisation exige une réévaluation et une reconstruction des processus de production de connaissances afin de développer de nouvelles perspectives et solutions qui vont au-delà des épistémologies des pays du Nord. La première section

³ Par souci de clarté et de concision, dans cet article j'utilise le terme « production de connaissances » pour parler des processus formels et informels de l'aide internationale qui impliquent la création et la diffusion de connaissances. Cela inclut la recherche orientée vers les politiques et les processus de production de connaissances impliqués dans la définition de politiques nationales, régionales et internationales et d'agendas de plaidoyer, de normes opérationnelles globales, de manuels, d'orientations techniques, de MEAL (suivi, évaluation, responsabilité et apprentissage), d'évaluations des besoins, d'ordres du jour et de procès-verbaux ou de résumés de réunions, de matériel audiovisuel, de campagnes de collecte de fonds, etc.

de cet article propose un bref compte-rendu de l'histoire contemporaine de l'aide internationale dans les régions des Caraïbes et d'Amérique Latine (ALC), du point de vue de la décolonialité et de la géopolitique critique. Avec cette analyse, j'ai l'intention de montrer que la théorie critique des pays d'ALC peut fournir des outils pour réinterpréter l'histoire de l'aide internationale en utilisant des perspectives provenant de la colonialité, de la dépendance économique et de l'impérialisme et en développant des solutions plus adaptées au contexte. La deuxième section explore la théorie féministe noire des pays d'ALC en tant que cadre alternatif de production de connaissances pour comprendre l'aide internationale et la résistance sociale. Enfin, cet article encourage les lecteur.rice.s à considérer l'importance des mouvements locaux, nationaux et régionaux lorsqu'il s'agit de favoriser des dialogues pour la décolonisation de l'aide internationale.

Réflexivité et dialogue

En anthropologie, la réflexivité représente le processus de réflexion critique sur son propre contexte culturel, académique ou social. La réflexivité inclut également l'analyse de l'influence de ces éléments sur les interactions avec les participant.e.s à la recherche ainsi que sur le processus de recherche lui-même. Un manque de réflexivité peut entraver la capacité des chercheur.euse.s à analyser et à interpréter les réalités sociales, en effet, la recherche anthropologique consiste en un dialogue permanent entre la réalité observée et le cadre théorique de la recherche (Guber, 2001, p. 50).

J'ai été initiée à la théorie décoloniale latino-américaine il y a quinze ans, alors que j'étais une jeune étudiante en anthropologie et que j'occupais un poste junior au sein d'un réseau régional basé à Buenos Aires et axé sur les droits de l'enfant en Amérique latine. J'ai eu la chance de travailler dans une petite ONG en sous-effectif où mon rôle consistait à effectuer autant de tâches opérationnelles - comme faire des photocopies et appeler l'assistance technique pour réparer la climatisation pendant les étés à 40°C de Buenos Aires - que de collaborer avec des grands réseaux mondiaux spécialisés dans la protection de l'enfance. Nous avons contribué à mettre en lumière l'excellent travail des ONG nationales latino-américaines de défense des droits de l'enfant. Initialement, je n'avais aucune connaissance des subtilités du plaidoyer international, mais progressivement, j'ai appris et compris ses fonctionnements grâce au soutien de mes collègues et de mes collaborateur.rice.s des ONGI travaillant dans des villes comme New York, Londres et Genève.

Fascinée par ces « branches universitaires qui ne servent à rien » (useless majors) mais qui nous aident à donner un sens à la réalité qui nous entoure, il ne m'a pas fallu longtemps pour aborder d'un point de vue analytique les événements, les documents, les discours

et les conversations dont j'ai été témoin et auxquels j'ai participé. Ceci m'a conduit à entreprendre trois années de recherche anthropologique à l'Université de Buenos Aires, en me concentrant sur le fossé qui existe entre les pays du Nord et le pays du Sud au sein des réseaux mondiaux de plaidoyer. Ces expériences formatrices, d'autres études en Amérique latine, en Amérique afro-latine et dans les Caraïbes ainsi que des recherches sur la protection de l'aide internationale dans la région, m'ont permis d'approfondir mes connaissances et mon appréciation des cadres et des concepts que j'aborde dans cet article.

La théorie décoloniale des pays d'ALC nous donne à voir, non seulement une nouvelle perspective, à travers lequel nous pouvons examiner nos pratiques sectorielles et en tirer des enseignements, mais aussi une aide pour les professionnel.le.s de la protection à considérer que les problèmes de protection que nous tentons de résoudre découlent en fait de systèmes plus larges - tels que le racisme, le colonialisme, le patriarcat et le capitalisme.

La théorie décoloniale des pays d'ALC nous donne à voir, non seulement une nouvelle perspective, à travers lequel nous pouvons examiner nos pratiques sectorielles et en tirer des enseignements, mais aussi une aide pour les professionnel.le.s de la protection à considérer que les problèmes de protection que nous tentons de résoudre découlent en fait de systèmes plus larges - tels que le racisme, le colonialisme, le patriarcat et le capitalisme. Des systèmes qui ont créé des inégalités sociales, économiques et politiques, même s'ils ne sont pas toujours décrits comme tels.

Je remercie les lecteur.rice.s pour l'intérêt qu'ils.elles ont porté à cet article et les encourage à me contacter pour poursuivre la discussion. La décolonisation de l'aide n'est pas un exercice intellectuel ou un domaine d'action isolé, mais un processus continu de réflexion et de dialogue sur les modalités de l'aide et les moyens de les améliorer. Pour créer un changement social, dialoguer est crucial. À travers leurs interactions, les participant.e.s sont transformé.e.s, car lorsque les différences sont partagées, nous pouvons nous unir pour créer le changement (Martín & Madroñal, 2018, p. 222). J'espère que cet article encouragera les lecteur.rice.s à partager leurs points de vue sur l'aide internationale et à lancer des discussions sur la décolonisation au sein des communautés, villes, pays et sous-régions dans lesquelles ils.elles vivent et travaillent.

Définitions et perspectives : des alternatives

« Il existe une subversion épistémique (...). La notion même de colonialité du pouvoir et ses fondements épistémiques, l'idée de décolonialité du pouvoir, sont d'origine latino-américaine. Ce n'est pas un accident historique, bien sûr, bien au contraire » (Quijano, 2024 : 6).

En l'absence d'une définition universelle, cet article considère la décolonisation de l'aide internationale comme « le processus de déconstruction des idéologies coloniales concernant la supériorité et le privilège de la pensée et des approches occidentales », ceci implique forcément des analyses critiques des pratiques actuelles et passées du secteur (Peace Direct et al., 2021, p. 13). Il s'agit également d'un « mouvement qui doit être développé à partir de la base plutôt que théorisé et imposé comme une recommandation académique ou politique » (Mihlar, 2024, p. 4). La théorie critique des pays d'ALC est également un domaine de pensée très diversifié et pluriel, qui n'est pas limité aux espaces universitaires ou politiques, et qui fournit un cadre complet pour comprendre le pouvoir colonial. Cette théorie alimente divers savoirs (saberés) qui sont à la fois des savoirs locaux et universels (Márquez Duarte & Espinoza Valle, pp. 5, 11). Je qualifie la théorie critique des pays d'ALC d'épistémologies « alternatives et novatrices » parce que ces approches de l'interprétation et de l'explication du monde sont nouvelles au domaine de l'aide humanitaire. La théorie critique des pays d'ALC est enracinée dans le domaine centenaire des théories de l'économie politique latino-américaine. Celles-ci ont été appliquées pour comprendre les inégalités sociales, économiques et raciales dans nos pays depuis le début des années 1920 (voir Mariátegui, 1928) et dans notre région dans son ensemble depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cet article s'écarte de la définition communément utilisée de la « localisation » dans les sources et les conversations sur l'aide internationale (voir McGeary, 2024). Il conceptualise plutôt la localisation comme le processus d'imaginer et de construire - différemment - notre approche de la production de connaissances et de la décolonisation dans l'aide et ceci sans adhérer à un modèle universel. C'est la « décolonialité » du pouvoir qui sert de lien entre la localisation, la décolonisation et les différentes réalités locales à décoloniser. La « colonialité » fait référence à un processus historique bien plus complexe que la colonisation ou le colonialisme, un processus qui est encore présent aujourd'hui. Il s'agit d'un « modèle de pouvoir », facilité par la normalisation des hiérarchies raciales, qui perpétue des relations caractérisées par une domination territoriale et épistémique (Restrepo, 2007, p. 292). Plus précisément, la « décolonialité » joue le rôle de « grammaire générale qui relie les travaux locaux spécifiques de décolonisation (...) le connecteur entre des localités diverses et spécifiques qui ont été perturbées par la colonialité » (Quijano, 2024, p. 11). De ce point de vue, la décolonisation qui est enracinée dans des histoires locales demande que nous menions à bien la

tâche de décolonisation épistémologique. Cela implique une réévaluation et une reconstruction des processus de production de connaissances qui sont eux profondément enracinés dans la colonialité. Par conséquent, il est essentiel que la décolonisation de l'aide commence par l'histoire locale - une histoire qui a été trop influencée par la colonialité du pouvoir.

Il est essentiel que la décolonisation de l'aide commence par l'histoire locale - une histoire qui a été trop influencée par la colonialité du pouvoir.

Dans cette analyse, je soutiens également que des concepts tels que l'« intersectionnalité » et le « lieu de parole », développés par des universitaires féministes noires d'Amérique latine et des Caraïbes, servent de point de départ à la réflexion sur la manière de lutter contre la colonialité et de développer des approches localisées et contextualisées de la décolonisation de l'aide. L'accent mis sur la théorie décoloniale noire d'Amérique latine et des Caraïbes s'explique par l'importance qu'elle accorde aux méthodes de production de connaissances, d'apprentissage et d'enseignement qui, justement, privilégient les expériences locales, en particulier celles qui émergent de contextes marginalisés, de mouvements sociaux et de construction de liens. Dans sa définition extrêmement résumée, le féminisme intersectionnel est un cadre qui analyse les « systèmes de domination » tels que le patriarcat, le colonialisme, le racisme, le militarisme, le capitalisme, le sexisme et le capacitisme (ou validisme), qui, progressivement, ont généré et construit des formes d'oppression, d'inégalité et des hiérarchies sociales, économiques et politiques inégales qui oppriment de manière disproportionnée certains groupes d'individus, comme les femmes noires (Curiel, 2007). L'objectif de ce cadre est de comprendre cette dynamique structurelle inégale du pouvoir et de l'utiliser comme un outil pour remettre en question le racisme, le sexisme et le classisme, et parvenir à une libération pour tous et toutes, fondée sur la liberté, l'égalité, la justice sociale et la démocratie participative (Ibarra & Domenech, 2021 ; Viveros Vigoya, 2016).

L'aide internationale dans les pays d'Amérique Latine et les Caraïbes : un bref résumé

Géopolitique critique et décolonialité

La décolonialité exige une réévaluation et une reconstruction des processus de production de connaissances afin d'en créer de nouveaux, qui dépassent les épistémologies des pays du Nord. La théorie critique

des pays d'ALC offre des outils qui remettent en question le statu quo, qui nous permettent de réinterpréter l'histoire de l'aide internationale dans la région à travers le prisme de la colonialité, de la dépendance économique et de l'impérialisme. De telles analyses, comme celles présentées dans cette section, peuvent aider à développer des solutions qui soient plus adaptées au contexte. Des solutions qui offrent une analyse nuancée et historiquement informée des causes profondes des problèmes de droits humains que nous souhaitons résoudre. La vision dominante qui dépeint les problèmes comme des « urgences » ou des « crises humanitaires » est remise en question.

La géopolitique critique des pays d'ALC fait le postulat que la géopolitique est « un discours sur les relations de pouvoir et une pratique qui tente de les orienter » ; la géopolitique critique ne s'intéresse pas seulement à l'analyse de l'influence et du pouvoir sur l'espace et le territoire dans les relations internationales, mais aussi à la manière dont ceux-ci qui détiennent le pouvoir créent et promeuvent une représentation du monde (Montoya-Arango, 2010, p. 103). La théorie de la dépendance et la théorie du système mondial capitaliste contemporain soutiennent que comprendre les conditions structurelles de l'inégalité économique profonde et des hiérarchies raciales et culturelles est impossible, si nous ne tenons pas compte de la manière dont les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont été incorporés dans l'économie mondiale. De plus, il est également capital de prendre en compte les processus d'« accumulation primitive » (primitive accumulation) qui ont permis l'expansion des pays du Nord aux dépens de l'exploitation des pays du Sud. En effet, la théorie de la dépendance montre que le « sous-développement » de notre région est directement lié aux structures et processus politiques qui ont permis l'expansion des pays du Nord puisqu'il s'agit de deux aspects d'un même processus. Ni les concepts venant d'Europe, ni ceux d'Amérique latine ou des Caraïbes ne préexistaient à la conquête et à la colonisation du XVI^e siècle, car l'Europe s'est construite en même temps qu'elle a construit l'« autre » (Mignolo, 2000, dans Restrepo : 2007).

L'imposition de la « matrice coloniale du pouvoir » a nécessité la déconstruction simultanée des organisations sociales existantes et des modes de vie traditionnels, y compris le « contrôle de l'économie (appropriation des terres, exploitation du travail, contrôle des ressources naturelles) ; le contrôle de l'autorité (institution, armée) ; le contrôle du genre et de la sexualité (famille, éducation) ; et le contrôle de la subjectivité et de la connaissance (épistémologie, éducation et formation de la subjectivité) » (Mignolo, 2007, p. 156). Le pillage colonial, l'oppression et le génocide des peuples autochtones, la brutalité de la traite transatlantique des esclaves et son héritage durable de racisme structurel, par la suite, l'impérialisme et les interventions directes des États-Unis, les États coloniaux de peuplement et l'imposition ultérieure de programmes internationaux d'ajustement structurel ont constitué une expérience qui a violemment perturbé l'histoire des peuples assujettis.

Pour la théorie décoloniale, l'analyse de la discrimination raciale (la hiérarchie des êtres humains qui justifie la subordination économique et politique des peuples indigènes et noirs depuis la colonie), la discrimination à l'égard des femmes et l'oppression de classe sont des éléments fondamentaux (Mignolo, 2007). Le concept de « colonialité du pouvoir » (Quijano, 2000, 2007 ; dans Gonzalez, 2020, p. 5) permet d'appliquer cette définition du racisme aux relations marquées par la colonialité, la dépendance économique et l'impérialisme, car « dans un monde impérial, capitaliste, colonial, la race constitue la ligne de démarcation transversale qui traverse de multiples relations de pouvoir, telles que la classe, le sexe et le genre, à l'échelle mondiale » (Grosfoguel, Oso, Christou, 2015). Aujourd'hui encore, la dépendance est visible dans la structure interne de chaque pays et ceci par le biais du « colonialisme interne », qui se manifeste par l'exploitation, le racisme et la discrimination à l'égard des populations indigènes, rurales et noires (Casanova González, 2006 : p. 200).

S'appuyant sur la définition que donne Franz Fanon du racisme, Ramón Grosfoguel le définit comme « une hiérarchie globale de supériorité et d'infériorité le long de la ligne de l'humain qui a été politiquement produite et reproduite en tant que structure de domination pendant des siècles par le système impérialiste » (2012, p. 93) dans laquelle « les personnes qui sont au-dessus de la ligne de l'humain sont socialement reconnues dans leur humanité en tant qu'êtres humains avec une subjectivité et un accès aux droits humains, aux droits citoyens, civils et aux droits du travail. Les personnes situées en dessous de la ligne de l'humain sont considérées comme sous-humaines ou non-humaines, c'est-à-dire que leur humanité est remise en question et donc niée » (Fanon, 2010 ; dans Grosfoguel, 2012, p. 93).

Le concept de « colonialité du pouvoir » permet d'appliquer cette définition du racisme aux relations marquées par la colonialité, la dépendance économique et l'impérialisme, car « dans un monde impérial, capitaliste, colonial, la race constitue la ligne de démarcation transversale qui traverse de multiples relations de pouvoir, telles que la classe, le sexe et le genre, à l'échelle mondiale »

Dans notre région, la géopolitique a engendré une hiérarchisation des êtres, des lieux et des objets en termes binaires (avancé.e,rétrograde ; civilisé.e, sauvage ; éduqué.e,ignorant.e, ou moderne,primitif.ve), une hiérarchisation d'abord opérée par les métropoles coloniales, puis par les États-Unis, ce qui a justifié la domination des conquis.e.s, défait.e.s, des jugé.e.s sous-

développé.e.s et dangereux.euses, par les conquérant.e.s par les victorieux.euses (Montoya-Arango, 2010, pp. 105-107). Sans avoir été son objectif premier, l'aide internationale a historiquement pris le risque de créer, de reproduire et de renforcer les relations de supériorité et d'infériorité déjà existantes entre les pays du Nord et ceux du Sud. Comme l'explique Lander (2000, p.31), « sur la base d'une définition strictement économique et quantitative, les deux tiers de l'humanité ont été transformés en pauvres (et donc en êtres dans le besoin, nécessitant une intervention), lorsqu'en 1948, la Banque mondiale a défini comme pauvres les pays dont le revenu annuel par habitant.e était inférieur à 100 USD par an », ceci a ainsi légitimé l'intervention des pays du Nord « développés ». Ceux-ci étaient alors perçus comme représentant « l'image de l'avenir pour le reste du monde, le mode de vie auquel ces pays arriveraient naturellement s'il n'y avait pas les obstacles que représentent leur composition raciale inadéquate, leur culture archaïque ou traditionnelle, leurs préjugés magico-religieux, ou plus récemment, le populisme et les États excessivement interventionnistes, qui ne respectent pas la liberté spontanée du marché » (Lander, 2000, p. 26). Dans ce contexte, les relations entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres se sont modifiées, la pleine souveraineté et l'autonomie des premiers commençant à être contestées, non plus par les États des pays centraux comme dans le passé, mais par des entités transnationales privées, avec lesquelles des relations soit de discipline et de régulation (comme celles de l'OMC ou du FMI), soit d'alliance et de coopération, comme avec les agences d'aide humanitaire, ont commencé à être établies.

L'aide internationale et le paradigme néolibéral

Les agendas progressistes en matière de droits humains dans notre région, en particulier ceux qui concernent les droits humains des minorités sociologiques (c'est-à-dire les droits des enfants, les droits des femmes, les droits des indigènes), ont été consolidés parallèlement à l'établissement d'États néolibéraux. Ce sont par de profondes transformations politiques, allant dans le sens d'une « désatiation » (*de-satiation*) des pratiques gouvernementales que la mise en place de ce système de « gouvernance transnationale » - directement lié au développement des États néolibéraux - a été rendue possible (Ferreira & Schuch, 2010). Cette évolution a consisté à remplacer le modèle de l'État providence, chargé de réguler tous les aspects de la vie sociale et économique des nations, par une conception plus large de la gouvernance. Les organisations nationales et internationales ont commencé à combler les lacunes laissées par les politiques d'austérité et à assumer des fonctions qui étaient précédemment attribuées à l'État-providence. Comme l'explique Hoffman (2008), c'est dans ce contexte que l'expansion des ONGI a été réalisée, parallèlement à la construction d'une vision négative des États des pays du Sud, considérés alors comme « répressifs », « corrompus » et « inefficaces », où « la société

civile est devenue synonyme de tout ce qui s'oppose à l'État dictatorial » (2008, p. 47). Dans cette optique, « tout ce qui venait de la société civile était considéré comme positif, tandis que tout ce qui était lié à l'État était marqué comme négatif » (ibid.). Dans le contexte du Consensus de Washington des années 1980, cette vision réductrice a été reprise par l'idéologie néolibérale afin de diaboliser tout ce qui est associé à l'État de droit et « glorifier sans esprit critique une société civile dépolitisée. » (Coutinho, n.d. ; dans Hoffman, 2008, p. 47). Pendant la montée de l'État néolibéral dans les années 1990, de nombreux États-nations des pays d'ALC ont adopté des programmes progressistes en matière des droits humains, des programmes axés sur les groupes sociaux historiquement marginalisés, ce qui a entraîné un affaiblissement de leurs éléments les plus critiques, anticoloniaux et anti-impérialistes. Par exemple, le concept d'« interculturalité » a été incorporé dans la politique et le discours d'États alors néolibéraux comme la Bolivie et l'Équateur, ainsi que dans les politiques et le discours des institutions multilatérales. Selon Walsh (2006, p. 55), l'intégration de ce concept a affaibli son potentiel de transformation fondamental tel qu'il était envisagé par les mouvements indigènes, en le dépouillant de son opposition politique, anticoloniale et épistémique.

Lorsque nous analysons les caractéristiques des initiatives des grandes ONG internationales au niveau national, on constate qu'elles s'appuient sur des concepts de légitimité qui se veulent apolitiques, contrairement à ceux de l'État-providence et des mouvements sociaux et de défense des droits humains qui caractérisent la région.

Lorsque nous analysons les caractéristiques des initiatives des grandes ONG internationales au niveau national, on constate qu'elles s'appuient sur des concepts de légitimité qui se veulent apolitiques, contrairement à ceux de l'État-providence et des mouvements sociaux et de défense des droits humains qui caractérisent la région. En raison de l'accent mis sur le principe de neutralité, les initiatives d'aide humanitaire semblent souvent s'appuyer sur des définitions apolitiques des questions de droits humains sur lesquelles elles travaillent. L'aide internationale, loin de remettre en question le système économique qui subordonne de larges segments de la population mondiale, dépeint souvent les pays du Sud comme primitifs, arriérés et ayant besoin d'être sauvés (Gonzalez, 2020, p. 22). Parallèlement, les organisations de la société civile ont connu un processus de bureaucratisation et de professionnalisation, parfois appelé « ONG-isation » (c'est-à-dire la professionnalisation, la bureaucratisation et l'institutionnalisation) des mouvements sociaux. L'anthropologue brésilienne Alcida Ramos décrit la manière avec laquelle ces idéaux de transformation sociale

défendus par les groupes d'activistes indigènes dans les années 1970 et 1980 ont progressivement cédé la place à une volonté de maintenir les structures bureaucratiques de leurs ONG. Ces groupes militants ont progressivement adapté leurs activités aux attentes des donateur.rices. de fonds (collecte de fonds, développement institutionnel, rédaction de propositions et de rapports, etc.), au détriment de leurs objectifs initiaux de défense des droits des peuples autochtones (Ramos, 1994). L'« ONG-isation » a également progressivement contribué à l'exclusion des visions du monde et des connaissances alternatives, ainsi que des méthodes d'enseignement et d'apprentissage autochtones autres que l'écriture traditionnelle, telles que les conversations et les récits⁴. La complexité de ces processus bureaucratiques a également entraîné une concentration de l'autorité dans les méthodes de production de connaissances développées dans les institutions des pays du Nord et la dévaluation subséquente de la production de connaissances et de l'expertise locales, autochtones ou alternatives. En outre, l'adoption de méthodes externes dans les activités quotidiennes limite considérablement les alternatives, les possibilités d'innovation et la créativité, qui sont des éléments essentiels au changement systémique et radical.

En appliquant l'analyse historique à travers les prismes de la colonialité, de la dépendance économique et de l'impérialisme, la théorie critique des pays d'ALC fournit un cadre à la remise en question du statu quo. Ce cadre nous permet d'intégrer la théorie à la pratique pour remédier aux inégalités sociales, politiques et culturelles dans la région, guidée par un « engagement éthique à fournir des outils théoriques, méthodologiques, épistémologiques et politiques pour comprendre et traiter ces réalités » (Curiel, 2017, p. 2). En outre, il englobe un vaste engagement idéologique visant à soutenir les mouvements populaires qui luttent pour l'autonomie, l'indépendance, la libération et la résistance contre l'impérialisme, le patriarcat et le colonialisme (Yohanka León del Río, 2017, p. 4). Cette union de la théorie et de l'action définit la théorie critique des pays d'ALC, soulignant sa pertinence et son application dans les luttes en cours pour le changement systémique.

Pour des définitions de la décolonisation localisées et contextualisées

L'héritage colonial dans la production de connaissances

Dans la région communément appelée Amérique latine et Caraïbes, que les peuples indigènes appellent Abya Yala⁵

⁴ Les méthodes d'apprentissage et d'enseignement autochtones comprennent, entre autres, les récits oraux qui relatent l'histoire de l'humanité, les pratiques rituelles, la danse, la musique et l'art.

⁵ Abya Yala est le nom en langue kuna (peuples indigènes habitant le territoire aujourd'hui connu sous le nom de Panama et de Colombie) du continent que l'Espagne colonisatrice a nommé « Amérique ». Il signifie « terre en pleine maturité » ou « terre du sang vital » (Espinosa, Gómez Correal, & Ochoa Muñoz, 2014 : p.13).

et les afro-féministes Améfrica⁶, les progrès accomplis en faveur de la décolonisation menée au niveau national ou local ont été questionnés par l'insuffisance du dialogue et des discussions sur ce à quoi ressemble la décolonisation dans cette région. Cela s'explique en partie par le fait que la création de plans locaux, sous-régionaux ou nationaux pour la mise en œuvre effective de l'agenda de décolonisation nécessiterait d'abord de renverser les paradigmes de production de connaissances dirigés par les pays du Nord, qui sont profondément enracinés dans notre passé colonial. En termes simples, dès le début de notre scolarité, la plupart d'entre nous ne lisent pas de théorie critique latino-américaine et n'apprennent rien des diverses cultures, histoires de colonialisme et de résistance des uns et des autres. Nous quittons souvent la scolarité obligatoire en connaissant mieux l'histoire de quelques pays européens ou des États-Unis que l'histoire de nos propres voisins. En outre, en raison de notre position dans le paysage géopolitique mondial en termes de production de connaissances, les travaux des intellectuel.le.s d'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier ceux des identités marginalisées comme les féministes noires, sont souvent moins largement diffusés, lus et cités que les recherches venant des pays du Nord et rédigées par des chercheur.euse.s et des universitaires euro-américain.e.s typiquement blanc.che.s. Tous ces facteurs, et bien d'autres encore, entravent la création de débats nationaux, régionaux et sous-régionaux sur la décolonisation. Des dialogues et des débats qui, autrement, pourraient être plus avancés, surtout si nous les comparons à l'institutionnalisation significative des mouvements transnationaux d'activistes, de défense des droits humains, sociaux et intellectuels dans notre région.

Comme mentionné précédemment, la colonialité rend légitimes les pratiques inégales de production de connaissances, dans lesquelles les définitions et les récits eurocentriques sont imposés par les pays du Nord. À partir de 1492, à la suite de la conquête et de la colonisation, l'Europe a acquis un avantage comparatif, se positionnant au centre du premier et unique système mondial à ce jour (Dussel, 1998, cité dans Garcés, 2007, p. 220). Ce qui était à l'origine une vision du monde localisée dans quelques pays seulement, est ainsi devenu une application universelle, éclipsant toutes les autres façons d'être et formes de connaissance uniques. Par conséquent, les connaissances et les sciences humaines ont été développées pour soutenir les objectifs de l'Europe en matière de domination, de conquête et de contrôle du monde. L'eurocentrisme et la modernité sont des processus historiques et représentent un projet de domination politique, épistémique et économique qui continue, encore aujourd'hui, à façonner notre vision du

⁶ Inventé par l'universitaire féministe noire brésilienne Léila González, Améfrica (*Americanity*) souligne que la compréhension des sociétés latino-américaines d'aujourd'hui nécessite une perspective intersectionnelle qui analyse les conséquences de la traite négrière transatlantique, de l'invasion européenne d'Abya Yala et du processus colonial, sur la configuration actuelle de la domination autour du sexisme, du racisme, du classisme, de l'impérialisme et du pouvoir (Gómez Correal, 2019).

monde (Garcés, 2007, p. 221). Par conséquent, les visions de groupes sociaux très étroitement définis - généralement des hommes blancs, euro-américains et éduqués - ont été jugées légitimes et sont considérées comme la « vérité universelle » (Ribeiro, 2020, p. 24). L'inverse, les groupes communément marginalisés, tels que les femmes noires et les peuples indigènes, ont souvent été relégués au statut d'« autres », leurs connaissances étant perçues comme illégitimes, biaisées et non scientifiques, voire complètement effacées dans ce que l'on appelle l'« épistémicide » (Carneiro, 2005, cité dans Ribeiro, 2016, p. 24). Les populations les plus touchées par les conséquences des « systèmes de domination », comme le patriarcat, le colonialisme, le racisme, le capitalisme, le sexisme, le militarisme, le classisme et le capacitisme - ont longtemps été privées de voix, du droit de raconter leur propre histoire et de définir leurs priorités.

La colonialité rend légitimes les pratiques inégales de production de connaissances, dans lesquelles les définitions et les récits eurocentriques sont imposés par les pays du Nord.

Résistance et décolonisation de la production de connaissances

« En ce qui concerne le mouvement noir et le mouvement des femmes, on parle beaucoup d'être le sujet de sa propre histoire ; (...) je suis plus lacanienne, soyons les sujets de notre propre discours. Le reste suivra en conséquence ». Lélia Gonzalez, philosophe, sociologue, anthropologue et activiste brésilienne (Gonzalez, n.d.).

Au cours des cinq derniers siècles, l'exploitation, le colonialisme, l'esclavage et l'épistémicide se sont constamment heurtés à une résistance sous la forme d'anticolonialisme, d'antiesclavagisme et de lutte pour la liberté des peuples. L'esclavage, la pauvreté, la violence, les interventions étrangères et les sanctions ont toujours été accompagnés par l'idée d'un combat pour la liberté, pour l'égalité et les droits démocratiques universels des groupes indigènes, noirs et populaires. L'une de ces formes de résistance a été formulée par les universitaires et les militant.e.s féministes noir.e.s. Depuis les années 1980, les voix et les actions politiques des féministes noires ont émergé dans notre région, s'appuyant sur des luttes sociales et politiques antérieures. Elles ont problématisé leurs conditions de race, d'ethnicité, de classe et de sexe et ont remis en question les discours ethnocentriques, racistes, misogynes, hétéronormatifs et coloniaux (Espinosa, Gómez Correal, & Ochoa Muñoz, 2014, p. 13). Dans cette section, l'accent mis sur la théorie décoloniale féministe noire s'explique par l'importance qu'elle accorde aux méthodes de production de connaissances, d'apprentissage et

d'enseignement qui privilégient les expériences locales, en particulier celles issues de contextes marginalisés (Spinosa et al., 2014), les connaissances issues des mouvements politiques et sociaux, la construction de liens et le dialogue entre les mouvements, ainsi que la reconnaissance des formes d'oppression qui se croisent et se chevauchent (de Souza Lima, 2023, p. 107). Ainsi, la théorie décoloniale féministe noire peut apporter des contributions théoriques et pratiques à l'établissement de mouvements régionaux, sous-régionaux, nationaux et infranationaux visant à favoriser les dialogues pour la décolonisation de l'aide internationale.

Les universitaires noir.e.s décoloniaux.ales d'Amérique latine et des Caraïbes ont contribué de manière significative au développement du féminisme intersectionnel en y ajoutant une perspective décoloniale. Avant même que le terme « intersectionnalité » soit inventé par Kimberlé Crenshaw - soulignant la position unique des femmes noires aux États-Unis, situées à l'intersection de deux groupes opprimés : la communauté afro-américaine et les femmes, et notant qu'aucune identité n'explique à elle seule cette exclusion (Crenshaw, 1991) - des féministes noires brésiliennes telles que Sueli Carneiro, Beatriz Nascimento et Lélia Gonzales mettaient déjà l'accent sur la thèse de la « triple oppression » au Brésil (Frateschi, 22 octobre). Elles affirmaient que l'esclavage était à l'origine des oppressions interconnectées du genre et de la race. Lélia Gonzales a souligné que les différences identitaires ne sont pas intrinsèquement naturelles ou essentielles, mais qu'elles sont plutôt le résultat d'événements historiques, de dynamiques de pouvoir et de relations de domination liées à la dépendance économique de l'Amérique latine, au colonialisme et à la traite transatlantique des esclaves (Viveros Vigoya, 2016). Gonzales a également mis en évidence les stratégies de résistance déployées par les femmes racialisées contre le racisme, le patriarcat, le colonialisme, l'impérialisme et les processus de « rendre blanc », mentionnant la capacité d'action innovante que ces groupes marginalisés ont montré afin de résister à la domination. Son travail souligne l'importance d'apprendre des diverses résistances politiques et culturelles employées par les communautés indigènes et noires dans les révolutions à grande échelle et les actes de résistance quotidiens (Gómez Correal, 2019). En outre, les universitaires et militantes dominicaines Yuderkys Espinosa et Ochy Curiel ont promu un « féminisme décolonial » qui remet en question les points de vue féministes eurocentriques prédominants.

L'analyse féministe intersectionnelle, telle qu'elle a été façonnée par les chercheur.euse.s décoloniaux.ales et afro-féministes d'Amérique latine, offre un cadre puissant pour comprendre comment les systèmes d'oppression imbriqués - tels que le patriarcat, le capitalisme, le racisme, le classisme et le colonialisme - ont un impact disproportionné sur les individus marginalisés. Cette approche de la création de connaissances a permis de mettre en lumière la manière dont des individus et des groupes sociaux spécifiques, en raison de leur appartenance

simultanée à de multiples catégories marginalisées telles que l'âge, la race, la classe, le sexe, l'orientation sexuelle, le statut d'immigrant, le handicap, la religion, la caste et d'autres, subissent une oppression aggravée. Ces catégories sociales se croisent et se chevauchent de manière complexe dans chaque contexte historique, social et culturel. C'est pourquoi, pour comprendre et pour faire face à cette oppression, il est essentiel de reconnaître les interconnexions entre ces catégories sociales, plutôt que de les considérer de manière isolée (Viveros Vigoya, 2016). Une autre contribution essentielle du féminisme noir des pays d'ALC aux processus de création de connaissances dans le domaine de l'aide est l'accent mis sur la priorité à donner aux expériences vécues, aux connaissances et aux points de vue des groupes historiquement marginalisés. Il s'agit du « lieu de parole ». Un point de vue unique à partir duquel les individus et les groupes sociaux qui partagent des expériences et des identités communes parlent et écrivent (Ribeiro, 2020). En résumé, le savoir n'est pas « neutre » ou « universel », car chaque individu voit le monde et écrit en fonction de son bagage culturel, social et individuel (Ribeiro, 2020).

Le savoir n'est pas « neutre » ou « universel », car chaque individu voit le monde et écrit en fonction de son bagage culturel, social et individuel

Enfin, le féminisme noir des pays d'ALC peut contribuer à réimaginer et à reconstruire notre approche de la production de connaissances et de la décolonisation de l'aide, car il se concentre sur l'apport d'un cadre d'action pour mettre fin aux nombreux systèmes d'oppression fondés sur les valeurs de liberté, d'égalité et de justice sociale. Bien qu'il existe diverses écoles au sein du féminisme décolonial et de l'afro-féminisme intersectionnels des pays d'ALC, le même objectif de changement social et de lutte pour la libération et la justice pour tous et toutes est partagé (Curiel, 2007). Elles ne se préoccupent pas simplement de générer des cadres théoriques ou conceptuels pour l'amour du savoir ; elles utilisent plutôt ce savoir comme un outil pour combattre le racisme, le sexisme, le classisme et d'autres inégalités sociales (Ibarra et Domenech, 2021).

Conclusion

« Un homme de la ville de Neguá, sur la côte colombienne, a réussi à monter au ciel. À son retour, il a raconté une histoire. Il dit avoir contemplé, d'en haut, la vie humaine. Le monde, a-t-il révélé, est un amas de personnes, une mer de petites flammes. Chaque personne brille de sa propre lumière. Il n'y a pas deux flammes semblables. Il y a de grandes et de petites flammes, des flammes de toutes les couleurs.

Certaines flammes sont si calmes qu'elles ne vacillent même pas dans le vent, tandis que d'autres ont des flammes sauvages qui remplissent l'air d'étincelles. D'autres (...) brûlent de vie avec tant d'ardeur qu'on ne peut les regarder sans cligner des yeux et que si on s'en approche, on brille de mille feux ». - Eduardo Galeano (1940-2015), extrait du *Livre des étreintes* (1989).

Les efforts de décolonisation dans le contexte de l'Amérique latine et des Caraïbes, tels qu'ils sont explorés dans cet article, soulignent l'impératif de réévaluer et de reconstruire les processus de production de connaissances et d'encourager l'organisation au niveau local. La décolonisation exige de transcender les épistémologies traditionnelles provenant des pays du Nord pour favoriser les perspectives issues des analyses historiques et contextuelles, ainsi que les solutions enracinées dans les réalités locales, nationales et sous-régionales. En s'appuyant sur les théories décoloniales latino-américaines et les théories féministes noires, la géopolitique critique, la colonialité et la dépendance économique, cette analyse a cherché à mettre en lumière les vastes fondements coloniaux qui sont aujourd'hui encore présents au sein des structures et des pratiques contemporaines du secteur de l'aide internationale dans notre région. Cet article remet en question les notions dominantes qui présente l'aide humanitaire comme neutre et anhistorique, c'est-à-dire déconnectée de son histoire coloniale, néocoloniale et impériale. La reconnaissance de cette histoire et de son héritage est cruciale pour évoluer vers des relations équitables et justes entre les donateurs, les ONGI et les organisations nationales et communautaires.

Étant donné que la colonialité est établie historiquement, perpétuée socialement et vécue aux niveaux individuel, communautaire et social, la décolonisation nécessitera de déployer des efforts à travers toutes ces dimensions. La décolonisation de l'aide n'est pas un simple exercice théorique, mais une pratique impliquant un dialogue et une réflexivité continus. Elle nécessite l'implication active de divers mouvements régionaux, sous-régionaux, nationaux et infranationaux, aussi variés que les « petites flammes » qu'Eduardo Galeano décrit dans l'extrait ci-dessus. Ces mouvements sont essentiels pour garantir que les efforts de décolonisation sont adaptés au contexte et remettent en question les dynamiques de pouvoir enracinées afin de réimaginer la manière dont l'aide est pensée et fournie aux peuples pour lesquels nous travaillons. En adoptant les principes de la décolonialité et en s'engageant dans la diversité des théories, des visions du monde et des pratiques des contextes latino-américains et caribéens, nous pouvons commencer à déconstruire les héritages coloniaux sur lesquelles l'aide internationale est construite et qui persiste encore aujourd'hui.

Bibliographie

Carneiro, S. (2005). *A construção do outro como não-ser como fundamento do ser* (Doctoral dissertation, Universidade de São Paulo). Universidade de São Paulo.

Collins, P.H. (2017). Se perdeu na tradução? Feminismo negro, interseccionalidade e política emancipatória. *Revista Parágrafo*, 5(1), 9a Edição: Janeiro-Junho de 2017. <https://revistaseletronicas.fiamfaam.br/index.php/recicofi/article/view/559>

Crenshaw, Kimberlé (1991). Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color. *Stanford Law Review*, 43(6), 1241-1299. <https://doi.org/10.2307/1229039>

Curiel, O. (2007). Los aportes de las afrodescendientes a la teoría y la práctica feminista: Desuniversalizando el sujeto "Mujeres". In *Perfiles del Feminismo Iberoamericano* (Vol. III). Catálogos.

Curiel, O. (2007). *Los aportes de las afrodescendientes a la teoría y la práctica feminista: Desuniversalizando el sujeto "Mujeres"*. Perfiles del Feminismo Iberoamericano, vol. III. Catálogos.

Curiel, O. (2017). Género, raza, sexualidad: Debates contemporáneos. *Intervenciones en Estudios Culturales*, (4), 41-61. https://intervencioneseecc.files.wordpress.com/2017/07/n4_art03_curiel.pdf

de Souza Lima, L. (2023). The feminist and decolonial pedagogy of Lélia González and Sueli Carneiro. In: De Souza Lima, L., Otero Quezada, E., & Roth, J. (Eds.). (n.d.). *Feminisms in movement: Theories and practices from the Americas*. Transcripts Gender Studies. <https://www.transcript-verlag.de/media/pdf/f4/35/50/oa9783839461020U9OZjOVPFNOv6.pdf>

Escobar, A. (2016). Desde abajo, por la izquierda, y con la Tierra: La diferencia de Abya Yala/Afro/Latino-América. *Intervenciones en estudios culturales*, 2016(3), 117-134. https://intervencioneseecc.wordpress.com/wp-content/uploads/2017/01/n3_art06_escobar.pdf

Espinosa Miñoso, Y., Gómez Correal, D., & Ochoa Muñoz, K. (Eds.). (2014). *Tejiendo de otro modo: Feminismo, epistemología y apuestas descoloniales en Abya Yala*. Editorial Universidad del Cauca. https://bibliotecadigital.uchile.cl/discovery/fulldisplay?vid=56UDC_INST:56UDC_INST&tab=Everything&docid=alma991007888472703936&context=L

Fanon, F. (2010). *Piel negra, máscaras blancas*. Madrid: Akal.

Ferreira, J., & Schuch, P. (Eds.). (2010). *Direitos e ajuda humanitária: Perspectivas sobre família, gênero e saúde*. Rio de Janeiro: Editora Fiocruz.

Frateschi, Y. (October 22). *O pensamento feminista negro de Sueli Carneiro para além dos reducionismos de classe e gênero*. Blog da Boitempo. <https://blogdaboitempo.com.br/2021/10/22/o-pensamento-feminista-negro-de-sueli-carneiro-para-alem-dos-reducionismos-de-classe-e-genero/>

Galeano, E. (1992). *The book of embraces* (C. Belfrage & M. Schafer, Trans.). W. W. Norton & Company. (Original work published 1989)

Garcés, F. (2007). "Las políticas del conocimiento y la colonialidad lingüística y epistémica". En: Castro-Gómez, S. y Grosfoguel, R. (comp.). *El giro decolonial: reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Bogotá: Siglo del Hombre Editores/Universidad Central/Instituto de Estudios Sociales Contemporáneos/Pontificia Universidad Javeriana/Instituto Pensar.

Gómez Correal, D. (2019). América Ladina, Abya Yala y Nuestra América: Tejiendo esperanzas realistas. *LASA Forum*, 50(3). <https://forum.lasaweb.org/files/vol50-issue3/Dossier-Lelia-Gonzalez-4.pdf>

González Casanova, P. (2006). El colonialismo interno. In P. González Casanova, *Sociología de la explotación* (pp. 23-139). Buenos Aires, Argentina: CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales. ISBN: 987-1183-54-2. Available from <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/secret/gonzalez/colonia.pdf>

González, C. (2020). Climate Change, Race, and Migration. *Journal of Law and Political Economy*, 1, 109-146.

González, L. (n.d.). Entrevista à revista SEAF, republicada em Uapê Revista de Cultura N.º 2. *Em cantos do Brasil: A democracia racial: Uma militância*. Retrieved from <https://revistas.ufrj.br/index.php/ae/article/download/27925/15208/70151>

Grosfoguel, R. (2012). El concepto de «racismo» en Michel Foucault y Frantz Fanon: ¿teorizar desde la zona del ser o desde la zona del no-ser? *Tabula Rasa*, (16), 79-102. <https://revistas.unicolmayor.edu.co/index.php/tabularasa/article/view/1368>

Grosfoguel, R., Oso, L., & Christou, A. (2015). 'Racism', intersectionality and migration studies: framing some theoretical reflections. *Identities*, 22(6), 635-652. <https://doi.org/10.1080/1070289X.2014.950974>

Guber, R. (2001). *La etnografía: Método, campo y reflexividad*. Grupo Editorial Norma.

Hoffman, M. B. (2008). *Fronteiras étnicas, fronteiras de Estado e imaginacao-nacao: Um estudo sobre a cooperacao internacional norueguesa junto aos povos indígenas*. [Doctoral dissertation, Programa de Pós-Graduação em Antropologia Social, Museu Nacional da Universidade Federal do Rio de Janeiro]. https://www.academia.edu/87359356/Fronteiras_%C3%A9tnicas_frenteiras_de_Estado_e_imagina%C3%A7%C3%A3o_da_na%C3%A7%C3%A3o_um_estudo_sobre_a_coopera%C3%A7%C3%A3o_internacional_norueguesa_juntos_aos_povos_ind%C3%ADgenas?ri=644387

- Ibarra, A., & Domenech, G. (2021, April 22). Ochy Curiel: "Nosotras soñamos con salvar pueblos enteros, no sólo mujeres." *Rialta Magazine*. <https://rialta.org/ochy-curiel-nosotras-sonamos-con-salvar-a-pueblos-enteros-no-solo-a-mujeres/>
- Lander, E. (2000). Ciencias sociales, saberes coloniales y eurocéntricos. In *La colonialidad del saber: Eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latinoamericanas* (pp. 4-16). Buenos Aires: CLACSO. <https://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/sur-sur/20100708034410/lander.pdf>
- León del Río, Y. (2017). Teoría crítica y pensamiento crítico. In A. Polidori & R. Mier (Eds.), *Nicht für immer! ¡No para siempre! Introducción al pensamiento crítico y la Teoría crítica frankfurtiana*. Ciudad de México: GEDISA y UAM.
- Mariátegui, J. (1971, originally published in Spanish in 1928). Seven Interpretive Essays on Peruvian Reality. New York, USA: University of Texas Press. <https://doi.org/10.7560/701151-004>
- Márquez Duarte, F. D., & Espinoza Valle, V. A. (Eds.). (2022). *Decolonising politics and theories from the Abya Yala*. E-International Relations. <https://repositorio.cetys.mx/bitstream/60000/1401/1/Decolonizing-Politics-and-Theories-from-the-Abya-Yala-%E2%80%93E-IR.pdf>
- Martín, J. C. G., & Madroñal, Á. C. (2018). Antropología comprometida, antropologías de orientación pública e descolonialidad: Desafíos etnográficos e descolonização das metodologias. In M. P. Meneses & K. Bidaseca (Eds.), *Epistemologías del Sur: epistemologías do Sul* (pp. 211-232). CLACSO. <https://doi.org/10.2307/j.ctvnp0k5d.11> (p. 222).
- McGeary, J. (2024). Digging in: A consideration of 'grassroots' in localisation discourse. *The Humanitarian Leader*, 6(1), Working paper 045, May 2024. <https://doi.org/10.21153/thl2024art1984>
- Mignolo, W. D. (2007). Introduction: Coloniality of power and de-colonial thinking. *Cultural Studies*, 21(2-3), 155-167. <https://doi.org/10.1080/09502380601162498>
- Mihlar, F. (2024). Coloniality and the inadequacy of localisation. *The Humanitarian Leader*, 6(1), Working paper 044, April 2024. <https://doi.org/10.21153/thl2023art1971>
- Montoya-Arango, V. (2010). Las geopolíticas de la seguridad y el conocimiento: de los controles fronterizos a las amenazas deslocalizadas. *Universitas Humanística*, (69), 101-114.
- Peace Direct, Adeso, the Alliance for Peacebuilding, & Women of Color Advancing Peace and Security. (2021). *Time to decolonise aid: Insights and lessons from a global consultation. Full report, second edition* (p. 20). Peace Direct. https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2023/09/PD-Decolonising-Aid_Second-Edition.pdf
- Quijano, A. (2000). Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America. *Nepantla: Views from the South*, 1(3), 533-580.
- Quijano, A. (2007). Coloniality and Modernity/Rationality. *Cultural Studies*, 21(2), 168-178.
- Quijano, A. (2024). *Aníbal Quijano: Foundational essays on the coloniality of power* (W. D. Mignolo, R. L. Segato, & C. E. Walsh, Eds.). Duke University Press. https://www.dukeupress.edu/Assets/PubMaterials/978-1-4780-3032-4_601.pdf
- Ramos, A. R. "The Hyperreal Indian." *Critique of Anthropology* 14, no. 2 (1994): 153-71.
- Restrepo, E. (2007). Antropología y colonialidad. In S. Castro-Gómez & R. Grosfoguel (Eds.), *El giro decolonial: Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global* (pp. 289-304). Pontificia Universidad Javeriana / Siglo del Hombre Editores.
- Ribeiro, D. (2016). *Pequeno manual antirracista*. Companhia das Letras.
- Ribeiro, D. (2020). *Lugar de fala*. Editora Jandaíra.
- Tissera Luna, M. (2024). *Mini-guide research for advocacy & systemic change: A ridiculously simplified guide to intersectional & decolonial research + examples*. Repositorio Institucional del Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales. <https://biblioteca-repositorio.clacso.edu.ar/bitstream/CLACSO/250300/1/Research-for-Advocacy.pdf>
- Viveros Vigoya, M. (2016). La interseccionalidad: Una aproximación situada a la dominación. Universidad Nacional Autónoma de México, Programa Universitario de Estudios de Género. <https://repositorio.unal.edu.co/handle/unal/80372>
- Walsh, C. (2006). Interculturalidad y colonialidad del poder. Un pensamiento y posicionamiento otro desde la diferencia colonial. In A. García Linera, W. Mignolo, & C. Walsh (Eds.), *Interculturalidad, descolonización del estado y del conocimiento* (pp. 21-70). Ediciones del Signo.